
Les consuls de la principauté de Monaco dans les États méditerranéens, d'Honoré V à Albert I^{er} (1819-1922) : représenter un micro-État

Jean-Rémy Bezias et Thomas Blanchy



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11448>

DOI : 10.4000/cdlm.11448

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2019

Pagination : 147-158

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Jean-Rémy Bezias et Thomas Blanchy, « Les consuls de la principauté de Monaco dans les États méditerranéens, d'Honoré V à Albert I^{er} (1819-1922) : représenter un micro-État », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 98 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11448> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.11448>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Les consuls de la principauté de Monaco dans les États méditerranéens, d'Honoré V à Albert I^{er} (1819-1922) : représenter un micro-État

Jean-Rémy Bezias et Thomas Blanchy

- 1 En 1861, par un traité conclu avec Napoléon III, qui rattache à la France la ville de Menton et sa région, le petit État monégasque perd *de jure* les neuf dixièmes de son territoire et la majeure partie de son commerce extérieur. Il y a pourtant au XIX^e siècle un contraste frappant entre la rétraction territoriale de la principauté et son expansion consulaire. C'est en effet à partir de la moitié du siècle que Monaco se dote véritablement d'un réseau de représentations, en particulier en Europe, en Afrique du Nord et, dans une moindre mesure, en Amérique.
- 2 Dans les seuls États méditerranéens un décompte sommaire indique qu'entre 1859 et 1909, cinquante-sept consulats ont été créés par la principauté. Il s'agit d'une Méditerranée devenue plus sûre, où s'étend une présence croissante de l'influence occidentale, où les liens entre les différents rivages se font de plus en plus étroits à défaut d'être égaux. Mais le réseau s'étend aussi, certes plus difficilement et plus tardivement, au Nord de l'Europe et dans plusieurs villes de l'Est de l'Amérique.
- 3 Le commerce monégasque étant quasi inexistant, le rôle des consuls de Monaco est d'une nature souvent différente de celui de consuls d'autres pays. Pour pallier le manque de personnel au service du prince à l'étranger, ces agents monégasques, sans doute plus que les consuls de grands pays dont la présence à l'étranger est plus importante (hommes d'affaires, commerçants, militaires, ambassadeurs), se voient conférer par le prince et son gouvernement différentes missions, plus ou moins officielles. Informateurs, intermédiaires pour l'achat de produits locaux, facilitateurs de démarches, agents d'accueil de membres de la famille princière lors de voyages :

leurs fonctions peuvent couvrir des champs multiples et ils sont, de ce fait, choisis par rapport à leurs aptitudes supposées à y répondre.

- 4 Dans ce contexte, sur une durée d'environ un siècle, du règne du prince Honoré V à celui d'Albert I^{er} (1819-1922), on peut s'interroger sur les raisons qui ont poussé de nombreux individus à présenter leur candidature au poste de consul à l'étranger d'un si petit pays. La question de l'intérêt pour les individus devenus consuls de Monaco, surtout, ne laisse pas d'interpeller.
- 5 À travers ces questions, il sera possible de mieux comprendre ce qu'a été la représentation consulaire d'un micro-État méditerranéen au XIX^e et au début du XX^e siècle. La principale source, très peu explorée jusqu'ici, est celle des nombreux volumes des correspondances consulaires du palais princier.

Devenir consul de la principauté : les profils et leurs attentes

- 6 Avant de briguer la fonction de consul de la principauté, les candidats ont certainement nourri des attentes. Que ces dernières aient été ou non réalistes, elles ont joué un rôle dans la multiplicité des candidatures observées, notamment les candidatures spontanées.

Une majorité de candidatures spontanées

- 7 Dans la majorité des cas, le recrutement se fait par candidatures spontanées. Ces dernières sont nombreuses, en particulier pour les villes importantes. Dans la plupart des cas, ce sont ces candidatures qui engendrent la création de consulats plutôt que la recherche, par le prince, de profils particuliers pour des villes définies. Elles sont souvent, mais pas exclusivement, le fait de personnalités du milieu négociant. Citons ici quelques exemples ponctuels, qui reflètent des diversités de situations en même temps que des points communs.
- 8 À Marseille, en 1877, après une démission, trois impétrants présentent leur candidature : un propriétaire rentier marseillais d'âge mûr, Léon Chave, déjà consul de Saint Marin ; un trentenaire issu d'une famille d'armateurs d'origine italienne, Spiridion Pianello, vice-consul d'Argentine¹ ; et enfin un fils de négociant enrichi, d'origine espagnole, Émile Bernich, âgé de 38 ans, qui remplit déjà des fonctions consulaires pour le compte de deux États sud-américains². C'est ce dernier qui est choisi grâce aux renseignements du consul sortant³.
- 9 À Tunis, Charles Cubisol⁴ est nommé en 1863 consul de Monaco. Né à La Goulette d'un père maître charpentier provençal émigré au service du bey, il est engagé dans des opérations commerciales qui facilitent son accession au poste d'agent vice-consul de France dans sa ville natale en 1855. Il est déjà représentant de diverses puissances européennes⁵.
- 10 Le consul de Monaco à Barcelone entre 1872 et 1876, le baron de Solernou-Fernandez, a été d'abord consul du roi de Bavière. Son poste est supprimé lors de la création de la Confédération germanique. Il sollicite alors en 1872 le consulat de Monaco à Barcelone pour, en quelque sorte, remplacer son ancien poste. L'homme a déjà de nombreuses distinctions⁶.

Une dimension familiale et l'intérêt d'un lien géographique avec Monaco

- 11 Une dimension de continuité familiale dans certains postes consulaires, est, sinon recherchée, du moins appréciée et avalisée à Monaco, ce qui favorise la formation de dynasties de consuls. Ces dernières excèdent rarement, cependant, deux générations.
- 12 Ainsi, à Marseille, Auguste Abeille, nommé en 1842, est le neveu de son prédécesseur Alphonse Chappon⁷. À Tunis, le négociant Charles Cubisol a hérité du consulat du Danemark de son oncle François Gaspary. À sa mort (1868) il transmet à son tour la plupart de ses fonctions consulaires⁸ à son neveu Joseph. En Tunisie, la proximité des familles Gaspary et Cubisol, elles-mêmes liées à la famille Bottary dont plusieurs membres ont également assuré des fonctions consulaires, est emblématique de ce recrutement familial⁹. Des cas comparables se présentent à Nice¹⁰, Vintimille¹¹, Jaffa¹² ou encore Messine¹³.
- 13 L'avantage familial ne fonctionne pas systématiquement. À San Remo, après la mort du marquis Garbarino, son fils tente de lui succéder, mais la principauté ne donne pas suite : les renseignements pris à son sujet font état de la précarité des finances familiales et du manque d'indépendance et de qualités du jeune impétrant¹⁴.
- 14 L'origine géographique de certains candidats, proche de Monaco, peut accroître l'intérêt d'une nomination. D'origine mentonnaise, le consul à Rome (1835 à 1866) Jean-Baptiste d'Augero, médecin (archiatre) du souverain pontife, est lié par ses racines à la principauté et entretient avec le pape et son entourage des liens étroits¹⁵. Il est donc l'homme de confiance idéal pour des missions délicates.
- 15 L'origine géographique peut aussi se combiner avec les relations familiales, à l'image de Gaspard Médecin à Nice, en 1891, recommandé pour le poste consulaire par un cousin, aide de camp du prince¹⁶. Né à Monaco, fils d'un ancien gouverneur général de la principauté, c'est un ancien député et maire de la III^e République. Ce hiérarque à la carrière bien remplie est en quête de postes honorifiques afin de faire perdurer l'exercice de ses responsabilités.

Les motivations et les attentes : l'espoir d'une fonction d'influence et lucrative ?

- 16 Les candidats au poste de consul de Monaco n'ont pas forcément une vision précise de la principauté de Monaco. La petite souveraineté, au milieu du XIX^e siècle, ne semble guère connue en dehors de son voisinage immédiat. Certains candidats à des postes consulaires ont donc pu surestimer les revenus ou retours possibles liés à une telle fonction.
- 17 Souvent négociants, les impétrants pensent peut-être à de nouveaux débouchés pour leurs produits où pour ceux des membres de leur réseau. Ainsi, pour appuyer sa candidature à Bruxelles en 1864, Auguste Bonnel écrit au gouverneur général Imberty :

Je me permettrai de faire observer qu'étant en rapport avec les principaux importateurs de fruits secs, il me sera possible d'augmenter les affaires entre la principauté et la Belgique, de plus j'ai cru remarquer que des négociants ont établi à Monaco des entrepôts de produits manufacturés pour l'Italie et la Vénétie, alors de part et d'autre il y aurait possibilité de développement commercial¹⁷.

- 18 Se plaçant comme intermédiaire entre les négociants et le prince, Auguste Bonnel espère accroître son influence dans le milieu du négoce et en tirer quelque avantage pour lui-même. Cependant, il ne prend pas la mesure de l'étroitesse du marché monégasque, et la Belgique, qui, à cette époque, déconsidère la principauté, ne permet pas encore l'établissement d'un consul.
- 19 Quelques années plus tard, un nommé Frantz Robyns Misson d'Inkendaale, aristocrate belge recommandé par le nonce apostolique près la cour de Belgique, pose sa candidature pour Bruxelles. Il pense être utile dans les rapports qui s'établiraient entre Monaco, la Belgique et le royaume de Hollande. Dans les faits, il est déjà impliqué dans le « choix provisoire des anciens serviteurs du Saint Père » que le prince « veut bien admettre parmi ses gardes »¹⁸. On suppose alors qu'il envisage obtenir par cette fonction un accroissement de son influence auprès de ces différentes cours et de la papauté.
- 20 Un cas intéressant se manifeste en 1875 à Vienne, qui illustre les idées et arrière-pensées, parfois irréalistes, de certains candidats et de leurs protecteurs. Deux hommes, le baron de Beyer et le baron de Gagern, qui ont tous deux exercé des fonctions diplomatiques en Autriche – le dernier comme chef de section au ministère des Affaires étrangères –, se mettent en contact avec monseigneur Theuret, protonotaire apostolique et premier aumônier du prince, pour appuyer la candidature du baron d'Erstenberg-Freyenthurn au poste de consul de Monaco dans la capitale de l'empire d'Autriche. Manifestement déçus par leur gouvernement, qui s'est jeté « tête baissée, dans le libéralisme », ces trois hommes imaginent un « plan d'action » pour « arriver plus tard, par la nomination de M. d'Erstenberg au Consulat Général, à la création d'une représentation diplomatique proprement dite »¹⁹ de Monaco à Vienne : « Le Baron d'Erstenberg est un bon gentilhomme, très honnête et capable, ancien chargé d'affaires de plusieurs petits États Allemands près la Cour Impériale » doté des « meilleures relations et beaucoup de routine ». Mais surtout, il a un fils, [...] jeune homme de beaucoup de moyens, âgé de 30 ans, qu'il veut initier aux affaires diplomatiques et duquel on pourrait faire le futur représentant diplomatique du Prince, votre Auguste Souverain. [...] Nous avons d'abord pensé à M. d'Erstenberg fils. Puis, nous avons jugé plus utile de passer le père au fils. Le père a plus d'expérience et une position diplomatique faite. Après quelques années et sur tout [sic] si les événements amenaient un changement de système et de personnes, il ne serait pas difficile de faire passer au fils le Consulat Général qu'on changerait en poste diplomatique²⁰.
- 21 Le candidat est finalement nommé par le prince²¹. Cependant, les avantages attendus ne s'avèrent pas forcément à la hauteur des espérances, au moins d'un point de vue pécuniaire. Le consul essaye probablement d'obtenir une allocation pour son poste, il obtient, par l'intermédiaire du baron de Beyer et de monseigneur Theuret, une réponse négative :
- S. Exc. le Gouverneur Général a commencé par me faire observer que la Principauté a 43 consulats à l'étranger et que plusieurs surtout en France et en Italie sont assez occupés ; mais qu'aucun d'eux ne reçoit une allocation quelconque.
- D'un autre côté, le Consulat G^{al} à Vienne est une véritable sinécure car M. le B^{on} d'Erstenberg depuis sa nomination c.à.d. depuis environ une année n'a écrit à M. le Gouverneur que huit lettres et encore la plupart sont très laconiques et de nulle importance. Il avait été chargé il y a 6 mois de sonder les intentions du Gouvernement I. et R. relativement à la conclusion d'un traité d'extradition entre

l'Autriche-Hongrie et la Principauté, analogue à ceux que S.A.S. a signés avec la plus grande partie des Souverains.

Cette affaire, jusqu'à présent n'a pas abouti. Il semblerait résulter de ce qui précède que le traitement d'un chancelier du Consulat Général serait complètement inutile ; et que les frais d'administration, les dépenses journalières de bureau [...] etc. sont insignifiants.

M. le Gouverneur Général, ne croirait donc pas pouvoir proposer au Prince pour cet objet une allocation dont au reste vous ne m'indiquez même pas approximativement le chiffre et qui, de plus, serait un précédent que ne manqueraient pas d'invoquer les autres agents consulaires qui ont généralement des fonctions beaucoup plus actives. [...]

Ne pensez-vous pas qu'une Légation de S.A.S. pourrait être prochainement créée à Vienne ? et dans ce cas, si M. le Baron d'Erstenberg ou son fils était nommé chargé d'affaires, il lui serait sans doute accordé une petite subvention pour frais de chancellerie ; mais je réfléchis que si sa situation pécuniaire est embarrassée, il lui serait sans doute difficile de représenter dignement le Prince comme agent diplomatique²².

La recherche de notoriété et de respectabilité

- 22 La recherche d'une forme de notabilité par l'accession au consulat est sensible chez certains négociants ou agents commerciaux d'ascension récente. À Alger, Sébastien Pourrière père (Toulon 1822 - Alger 1878), marchand de vin, est un des principaux mandataires immobiliers de la ville²³. Candidat spontané, il assure le gouvernement princier de sa pleine volonté et de sa capacité à assumer les charges financières d'un consulat²⁴. À Sète, le consul Jules-Michel Puyo (1897) a commencé comme employé de commerce à Bordeaux²⁵, pour ensuite gravir les échelons et diriger une filiale de sa société à Sète. Solidement établi mais d'ascension récente, il paraît en quête d'une respectabilité supplémentaire²⁶.
- 23 Le cumul des fonctions consulaires, fréquent, n'est pas vu comme une contrainte, à l'image d'Émile Bernich et de Charles Cubisol, déjà évoqués²⁷. À Bône, Youssouf Allegro, vice-consul de Monaco en 1876, y est également représentant du bey de Tunis²⁸. À Toulon, le consul de Monaco en 1858, Auguste Bernard Schenking, était signalé auparavant comme agent consulaire des États-Unis²⁹. Ce cumul est rendu possible par la faible charge de travail que suppose *a priori* le consulat monégasque ; une charge financière pressentie comme relativement légère, mais qui promet malgré tout une multiplication des possibilités d'exposition. À Jaffa en 1865, le négociant Moritz Blattner accepte la charge de consul de Monaco, après avoir refusé celle de consul d'Autriche, en raison du trop grand nombre de sujets autrichiens dans le besoin³⁰.

La satisfaction du sentiment commun d'appartenance et des valeurs communes

- 24 Jusqu'à Charles III, les consuls se rassemblent autour de l'adhésion aux mêmes valeurs traditionnelles. À Marseille, la famille Abeille se met naturellement au service des princes : anoblis à l'extrême fin de l'Ancien Régime, puis victimes de la Révolution, ces monarchistes attachés au principe dynastique se plaisent à retrouver d'anciens repères. En 1849, Auguste Abeille confie au prince son rejet de la république démocratique³¹. Octave Balbo, consul de Monaco à Turin en 1880, écrit au gouverneur général, à l'occasion des vœux pour la nouvelle année, son aversion pour le suffrage universel³². À

Barcelone, le baron Solernou-Fernandez, dans une Espagne ravagée par les guerres carlistes, proclame son attachement à la monarchie traditionnelle, non parlementaire³³.

Incarner la principauté en public : la recherche d'un affichage et ses limites

- 25 Au-delà des projections et des espérances, les véritables avantages liés au fait d'être consul de la principauté relèvent surtout des domaines honorifiques et relationnels. Les attentes financières, s'il y en eut, sont déçues.

L'accomplissement d'un cérémonial

- 26 À travers ses fonctions honorifiques et de représentations, le consul peut faire vivre sa fonction en public de façon privilégiée. La documentation montre l'importance de cette exposition pour lui. Les événements protocolaires, qui exigent la mise en scène d'un certain cérémonial, sont l'occasion d'arborer les couleurs et de figurer publiquement en habit de fonction.
- 27 Au titre des rituels annuels participant de la mise en avant de la fonction consulaire figurent les fêtes onomastiques en l'honneur du souverain représenté. Sous le règne de Charles III (1856-1889), certains consuls d'Italie méridionale donnent de l'éclat à la fête de Saint-Charles (4 novembre) et, surtout, en rendent compte au palais pour montrer leur dévouement et leur volonté de faire rayonner localement le nom de leur maître. À Palerme, dans les années 1870, se déroule, plusieurs années de suite, la célébration d'un office religieux en l'honneur du prince. Le consul se rend en uniforme et équipage de gala, avec son chancelier à l'église Saint-Charles de la ville où est chanté un *Te Deum*. Au siège du consulat, embelli et décoré pour l'occasion, le duc Lancia di Brolo décline de courts poèmes en l'honneur du prince et organise un banquet³⁴.
- 28 Ce rituel est autant profitable à la renommée du souverain et de son représentant que générateur de dépenses pour le consul. En voyage exploratoire en Palestine, où il préconise la mise en place d'un consulat à Jaffa, l'envoyé officieux Prosper Delpuget rappelle aux autorités princières le poids du cérémonial dans cette ville, lors des fêtes en l'honneur de chaque souverain représenté : les couleurs sont hissées, un salut de vingt et un coups de canon est donné, tous les consuls se rendent chez leur collègue pour présenter leurs compliments ; le consul reçoit également la visite du gouverneur, du capitaine du port et du chef de l'artillerie, et ces trois personnages reçoivent du consul un cadeau conformément à la coutume locale. Il en conclut qu'il est fort difficile de trouver quelqu'un dont les ressources permettent de maintenir ce train de représentations.
- 29 Les événements récurrents sont complétés de façon aléatoire par des occasions plus ponctuelles, au premier rang desquelles figurent les visites des princes. Cette dimension s'accroît fortement avec l'émergence de la figure du prince navigateur Albert I^{er}. La correspondance consulaire garde trace de certaines de ses escales. Albert I^{er} se rend par exemple à Palerme en 1875, à Alger en 1877 et effectue un séjour de neuf jours à Naples en 1893. Quant au prince héréditaire Louis, il est en Tunisie en juin 1896³⁵. Ces multiples visites font l'objet de comptes-rendus détaillés de consuls manifestement flattés d'être ainsi mis en avant.

La décoration : une obsession

- 30 La quasi-totalité des consuls réclame, dans des délais variables, la nomination dans l'ordre de Saint-Charles. La décoration présente un intérêt honorifique. Elle est aussi présentée plus ou moins implicitement comme récompense attendue de services rendus, en l'absence de rémunération. Auguste Abeille en 1846 en résume l'intérêt :

Depuis quatre ans j'ai l'honneur d'être le consul général du Prince à Marseille et les frais de bureau et de représentation dépassant de beaucoup les revenus de la chancellerie, j'ai dû faire quelques sacrifices pécuniaires. Je suis loin de les regretter et ma fortune me met dans le cas de ne pas avoir à les compter, mais votre Altesse est trop juste pour ne pas dès lors m'excuser de m'attacher à des questions honorifiques, et placé au milieu de consuls tout décorés de plusieurs ordres, n'est il pas naturel que je désire ne pas être le seul exclu des faveurs ?³⁶

- 31 Dans la correspondance consulaire, la référence aux autres membres du corps consulaire local et à leurs décorations est récurrente.
- 32 Plus rares sont les demandes exprimées sur le ton de la plainte ou de l'amertume. En 1868, le consul de Monaco à Sète en poste depuis deux ans, Bruno Albert, déplore de n'être pas encore décoré, révélant qu'il avait postulé principalement dans ce but³⁷. Même cas à Barcelone en 1885, lorsque le consul André Sard y Rosellos se plaint au gouverneur général :

Le 22 du courant, j'ai assisté aux funérailles célébrées à la Cathédrale pour S.M. le Roi Alphonse avec le Corps Consulaire étranger accrédité à Barcelone ; et je dois dire franchement à Votre Excellence que j'ai été désolé de voir qu'il n'est un seul consul, exception faite de celui de Monaco, qui n'ait mérité l'honneur de porter une décoration du pays par lui représenté. Ce contraste si remarquable me laisse supposer que durant les 8 années que j'ai eu l'honneur de représenter la Principauté, je ne suis pas parvenu à servir les intérêts de Notre Auguste Souverain si bien que leur importance le mérite ; et en conséquence, je prie Votre Excellence de vouloir bien me dire sincèrement si vous jugez convenable que je quitte mon poste, afin qu'un successeur puisse l'occuper, sinon avec plus de dévouement, avec plus d'intelligence³⁸.

- 33 Si cet exemple exprime en l'occurrence une attente déçue, il illustre néanmoins le privilège octroyé au consul d'assister aux événements dynastiques, ce qui témoigne de leur rang protocolaire.
- 34 Au-delà des décorations, certains consuls espèrent monter en grade, obtenir à terme d'autres fonctions plus importantes. Le stade de consul est alors considéré par eux comme un marchepied vers une véritable fonction diplomatique ou un rôle dans l'entourage du prince, pouvant peut-être aboutir, dans leurs espoirs, à l'obtention de la nationalité monégasque. On peut évoquer le consul Assereto Seravalle, en 1872, qui souhaite devenir chargé d'affaires à Madrid³⁹. Émile Bernich, quant à lui, après avoir été vingt ans consul de Monaco à Marseille (1877-1897), devient conseiller privé du prince Albert I^{er}, puis de Louis II, jusqu'à sa mort en 1925. Mais il obtient, en parallèle, d'autres fonctions à Monaco. Pour lui, l'activité consulaire n'est donc qu'un point de départ dans un *cursus honorum* qui le voit devenir par la suite, inspecteur général des Finances (1898), conseiller d'État (1899), directeur général des Finances (1910) et obtenir, à la fin de sa vie, la dignité de Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Charles, en plus d'autres décorations étrangères prestigieuses.

Le registre de la bienfaisance

- 35 Il n'est pas rare que les consuls tentent de s'illustrer à travers les actions de bienfaisance, en s'accommodant de l'ordinaire comme de l'exceptionnel. Les séismes de 1883 à Ischia et de 1908 à Messine donnent lieu à des gestes ou manifestations humanitaires auxquelles prennent part les consuls de Monaco à Naples. Il s'agit par exemple de la transmission de dons du prince pour alimenter une tombola ou de la mise en place d'un comité de bienfaisance *ad hoc* avec présence de l'épouse du consul pour distribuer des produits de première nécessité sous le patronage monégasque⁴⁰. Ce type d'intervention fonctionne au bénéfice du rayonnement princier ; il peut coûter au consul en avances financières et en temps investi, mais n'en constitue pas moins pour lui le vecteur d'un possible accroissement de son capital social ou bien un utile élément de monstration et de rappel de l'utilité de sa fonction. Dans un rythme plus régulier, la fête du souverain peut être l'occasion pour le consul de faire étalage de vertus charitables : secours distribués à des communautés religieuses⁴¹, dot offerte à une orpheline de Monaco tirée au sort⁴². Les comptes-rendus de la presse locale et éventuellement du *Journal de Monaco* assurent la publicité souhaitée.

Les congrès scientifiques : autres occasions de rayonnement

- 36 Les congrès scientifiques internationaux, dont l'ampleur va croissant, recèlent un intérêt d'ordre relationnel. On peut citer le cas du consul à Palerme, Lancia di Brolo, présent à Budapest en 1876 lors d'un congrès de statistique. Ce personnage est lui-même auteur d'ouvrages de statistique à caractère local. Il faut noter que, dans l'autre sens, la principauté s'attache à faire diffuser les études d'Albert I^{er} par ses consuls, qui répondent à cette attente avec empressement.

L'honneur public et ses limites

- 37 L'honneur public rejaillit sur les familles, dont certaines manifestent le désir de garder les traces de l'exercice du consulat par un de leurs membres : on voudra, après décès ou démission, garder l'écusson acquis à titre onéreux, aussi considéré comme une trace honorifique ; à la fois un objet matériel et un symbole immatériel. C'est le cas des familles Anselmi à Naples en 1893⁴³ et Rouquerol à Toulon⁴⁴. L'hommage funèbre rendu à un consul, s'il intervient dans des circonstances pénibles pour la famille, n'en constitue pas moins un témoignage public de la valeur d'un de ses représentants. Ainsi, Charles Cubisol, décédé à Tunis en 1868 lors d'une épidémie, a droit à des funérailles grandioses. Son neveu et successeur rend compte au prince des honneurs funèbres rendus par le bey :

Trois généraux de division, l'amiral commandant en chef la marine, un nombreux État-major de terre et de mer, tous en grand uniforme, la garnison de La Goulette tambours en tête et le fusil bas ont accompagné le convoi⁴⁵.

- 38 Mais les honneurs et avantages escomptés ne sont pas toujours à la hauteur des attentes. Le commerce monégasque est quasiment nul et la population du pays très réduite. Les occasions de délivrer des actes sont rares et les revenus des consulats sont faibles. Des plaintes remontent à ce sujet vers le prince. À Vintimille, le consul en place

depuis 1873 signale en 1893 qu'il n'a toujours pas placé les armoiries en raison des recettes négatives de son consulat ; il attend de les recevoir⁴⁶.

- 39 À Naples, Jean Giordano, duc d'Oratino, consul à partir de 1870, n'a finalement rien tiré de son consulat : atteint par l'indélicatesse de son chancelier qui a détourné à son profit des sommes destinées à la bienfaisance, il doit démissionner en 1874. Se présentant comme « un pauvre jeune homme », il supplie apparemment sans succès le prince de bien vouloir l'engager dans la compagnie des gardes à Monaco⁴⁷. Il illustre par là même le statut d'humble serviteur du prince qu'aiment à souligner de nombreux courriers consulaires.

Conclusion

- 40 À travers cette étude de cas, on peut tirer plusieurs enseignements sur le recrutement et les motivations des consuls de la principauté de Monaco en Méditerranée au XIX^e siècle et au début du XX^e.
- 41 On observe tout d'abord que l'intérêt d'État, pour la principauté de Monaco, à développer son réseau consulaire à partir du milieu du XIX^e siècle n'est pas la seule raison de la multiplication des consuls. Bien souvent, ce sont les candidatures spontanées qui ont créé l'occasion de l'ouverture d'un consulat. Le grand nombre d'individus motivés a donc favorisé l'expansion consulaire monégasque.
- 42 En cas de vacances de poste, la principauté ne semble pas avoir trop de difficultés à trouver des candidats prêts à la servir. Il existe pour cela un vivier au sein des milieux francophones de bourgeoisie négociante en quête de notabilité et de petite ou moyenne aristocratie flattée de servir un régime princier, voisin d'une puissante république, à une époque de déclin du principe monarchique.
- 43 Ces différents candidats sont, pour la plupart, mus par des motivations d'ordre honorifique ou des espoirs d'évolution dans une forme de carrière. L'exemple d'Émile Bernich, consul de Monaco à Marseille devenu conseiller privé du prince est à ce titre le cas le plus représentatif. Dans les faits, ce sont là les réels avantages que peut offrir un poste de consul de Monaco, les intérêts commerciaux ou financiers étant quasi inexistantes en raison de la modestie des échanges de la principauté et de la très faible activité de chancellerie.
- 44 De leur côté, les consuls, même s'ils ne remplissent que rarement un rôle réel dans le commerce monégasque, apportent bien d'autres bénéfices au prince et à son gouvernement. La possibilité d'une véritable diplomatie, avec ce que cela suppose de stratégie d'ensemble étant rendue difficile dans un micro-État, l'intérêt premier du réseau consulaire est plutôt d'être un moyen de marquer une souveraineté, d'autant plus nécessaire que cette souveraineté est partielle et précaire, et nécessite rappels et consolidations.
- 45 Cet intérêt d'État se double d'un intérêt personnel des princes : source d'information privilégiée, les consuls assurent aussi des services d'ordre domestique. Le rapport coûts-avantages est favorable aux princes : un investissement minimal les dote d'un réseau qui leur donne accès à la quasi-totalité des États riverains de la Méditerranée ainsi qu'à d'autres États, en particulier européens ; avantage d'autant plus appréciable quand la principauté est dirigée par un prince navigateur.

NOTES

1. Archives du Palais de Monaco (dorénavant APM), A 827, 24 août 1874, Spiridion Pianello au prince Charles III. Son père Jean est consul du Paraguay.
2. Vice-consul du Venezuela à Marseille et consul d'Uruguay à Toulon.
3. APM, A 827, 2 juillet 1877, Charles Vidal à Angeli. Le fait que ce candidat se soit, en 1870, rendu en Espagne pour éviter une mobilisation dans la Garde nationale française, mentionné dans la correspondance reçue à Monaco, ne fait pas obstacle aux recommandations.
4. Charles Cubisol, *Notices abrégées sur la Régence de Tunis*, Paris, Challamel, 1867. Cubisol est par ailleurs collectionneur d'antiquités romaines : voir Sylvie Crogier, *L'Afrique du Nord antique et médiévale*, Rouen, Publication de l'Université de Rouen et du Havre, 2002, p. 229, note 117.
5. Charles Cubisol est vice-consul d'Espagne, agent consulaire du Danemark et de l'Angleterre. Voir Mikel de Epalza et Abdelhakim el-Gafsi, « Relations tuniso-espagnoles au XIX^e siècle : documents et synthèse », *Cahiers de Tunisie*, vol. 26, 1978, p. 203 ; il est aussi consul de Belgique dans la Régence. Voir Alphonse-Charles-Albert O'Kelly de Galway, *Études politiques sur le royaume de Tunis*, Bruxelles, Imprimerie du Cosmopolite, 1871, p. 40-41.
6. APM, A 819/3, 24 janvier 1872, le baron de Solernou-Fernandez au gouverneur général : « Chevalier de St Jean de Jérusalem, et du St Sépulcre de Palestine ; Chevalier de 1^{re} classe de l'Ordre de mérite de St Michel de Bavière ; Commandeur de l'Ordre de Louis de Hesse [...] ; Grand-Croix de l'Ordre équestre et du mérite civil de Ste Rose d'Honduras, avec traitement d'Excellence ».
7. La firme Chappon et Cie, armateurs marseillais, a été créée en 1839.
8. Belgique, Danemark, Mexique, Brésil, Monaco, États-Unis d'Amérique.
9. Adnen El Ghali, *La route des consuls. Les territoires de la diplomatie à Tunis*, Paris, Les points sur les i, 2015, p. 36, 41-42, 44-45, 53-56.
10. Entre 1866 et 1891 se succèdent la famille Maulandi-Pastoris, beau-père et gendre, et la famille Crovetto, père et fils.
11. Entre 1870 et 1928, les Biancheri, père et fils.
12. Entre 1865 et 1871, les Blattner père et fils.
13. Entre 1878 et 1905 et au-delà, les Mauromati, père et fils.
14. APM, A 848, 31 mai 1892, sous-préfet de San Remo au gouverneur général.
15. APM, A 846, 10 avril 1863, lettre de Jean-Baptiste d'Augero au premier aide de camp du prince. Augero est candidat bien qu'il fasse lui-même état de sa « nullité » en diplomatie ; 24 janvier 1863, lettre de Jean-Baptiste d'Augero au premier aide de camp du prince. En 1863, il échange directement avec Pie IX au sujet d'une dispense matrimoniale à attribuer en vue du mariage de la princesse Florestine, sœur du prince régnant Charles III, avec Frédéric-Guillaume de Wurtemberg, futur duc d'Urach, prince protestant.
16. Lucien Eloi Bellando de Castro (1824-1923).
17. APM, A 805, le 10 novembre 1864, Auguste Bonnel au gouverneur général.
18. APM, A 805, le 10 octobre 1870, Robyns d'Inkandaele au prince, lettre accompagnée d'une attestation de recommandation du nonce apostolique. Une garde se forme alors à Monaco, composée d'anciens gardes pontificaux, après la disparition des États du pape. Robyns d'Inkandaele est nommé consul général de Monaco à Bruxelles par ordonnance souveraine n° 693 de 1872. Sa juridiction est étendue à toute la Belgique en 1881.
19. Souligné dans le texte.
20. APM, A 804, 17 mars 1875, le baron de Beyer, ministre résident, à monseigneur Theuret.
21. Ordonnance souveraine de Charles III, n° 866 de 1875 ; APM, A 804, candidature officielle le 7 avril 1875. Le 20 avril, il remercie le gouverneur général et le prince de sa nomination.

22. APM, A 804, brouillon d'une lettre du 12 mars 1877, de monseigneur Theuret au baron de Beyer.
23. Didier Guignard, *Propriété et société en Algérie contemporaine*, Aix-en-Provence, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, 2017, p. 138.
24. APM, A 824, 5 février 1870, Sébastien Pourrière au gouverneur général.
25. Dans la maison Ferdinand Petit (commerce de bois merrains).
26. APM, A 825, 3 décembre 1897, fiche de candidature de Jules-Michel Puyo.
27. C'est également le cas de Georges d'Auzac : nommé à Nice en 1892, il y était déjà consul d'Autriche et de Suède.
28. APM, A 835, 21 janvier 1876, Joseph Cubisol au gouverneur général.
29. *Extrait des minutes du greffe du Tribunal de Commerce de Toulon, département du Var*, Toulon, 1856, 60 p.
30. APM, A 858, 11 mai 1865, Prosper Delpuget au gouverneur général depuis Jaffa.
31. APM, A 827, 24 octobre 1849, Auguste Abeille au prince Charles III : « La foi que j'ai vouée à nos Princes légitimes, le souvenir des malheurs de ma famille, ne m'ont pas fait regretter le Pouvoir déchu car ce pouvoir était une injustice » ; Bernard Noat, « Un essai d'économie dirigée, la politique du prince Honoré V de Monaco (1815-1841) », *Recherches régionales*, n° 4, 1962, p. 4-12. En outre, sa famille est au service du prince de longue date. Son oncle, Alphonse Chappon, négociant à Marseille, l'a précédé au consulat, tandis qu'un Chappon était fournisseur de farines à Monaco, en 1817.
32. APM, A 848, 26 décembre 1880, Octave Balbo au gouverneur général : « Si j'osais penser tout fort avec vous, je vous dirais : soyez heureux vous qui êtes libre du pouvoir intolérable des majorités qui enchaînent la qualité [...]. On nous menace en Italie du suffrage universel. Cette bêtise moderne n'est pas encore mûre ici. » Octave Balbo est le fils de l'historien et homme politique piémontais Cesare Balbo.
33. APM, A 819/3, Pau, 10 octobre 1873, le baron de Solernou-Fernandez au gouverneur général : « Je suis légitimiste, Monsieur le Gouverneur Général, et je l'ai été toujours ; je suis partisan de la monarchie et de la dynastie qui ont leur origine, et leur droit dans la force des traditions : je ne suis pas partisan de ces monarchies démocratiques qui ne veulent les rois qu'à la convenance des partis et qu'on renvoie [sic] quand ils ne font pas ce qu'ils désirent. Je suis adversaire de la république, parce que je considère fausses ses théories et impossibles ses pratiques ».
34. APM, A 845, 10 novembre 1871, Frédéric de Lancia, duc de Brolo au gouverneur général ; Palerme, 12 novembre 1876, le duc Lancia de Brolo au gouverneur général.
35. *Journal de Monaco*, 39^e année, n° 1980, 23 juin 1896, p. 1.
36. APM, A 827, 4 septembre 1846, Auguste Abeille au prince.
37. APM, A 825, Bruno Albert au gouverneur général, sans date (sans doute 1868) : « Je vois que mes peines et mes dépenses s'en sont allées en pure perte, les revenus du Consulat étant complètement nuls ! ».
38. APM, A 819/3, 26 décembre 1885, André Sard y Rosellos au gouverneur général.
39. APM, A 819/3, 1^{er} septembre 1872, Assereto Seravalle au gouverneur général : « Quant à moi, je serais disposé, depuis ce moment, à demander au Prince la nationalité de Monaco, renonçant à ma qualité d'Espagnol, et je rentrerai définitivement à Son service, étant prêt pour aller où S.A.S. daignait me croire utile, comme diplomate, comme avocat, etc. ».
40. *Journal de Monaco*, n° 1311, 26^e année, 11 septembre 1883, p. 1 ; APM, C 844, 14 août, 12 septembre, 13 octobre et 21 décembre 1883, le chevalier Jean Anselmi au gouverneur général ; *La Carità*, n° 5, 16 septembre 1883, p. 7.
41. APM, A 845, 5 novembre 1872, le duc Lancia de Brolo au gouverneur général.
42. APM, A 844, 30 octobre 1873, Jean Giordano duc d'Oratino (consul à Naples) au gouverneur général.

43. APM, A 844, 10 janvier 1893, Ernesto Rubinacci au gouverneur général. Il n'a pas pu récupérer le sceau, l'écusson et le pavillon des héritiers Anselmi car ils avaient été achetés à son prédécesseur et ces derniers voulaient les garder en souvenir.
44. APM, A 827, vice-consul de Monaco à Toulon au consul général de Monaco à Marseille, 29 janvier 1877.
45. APM, A 835, 5 juin 1868, Joseph Cubisol au gouverneur général.
46. APM, A 849, 7 juin 1893, Secondo Biancheri au gouverneur général.
47. APM, A 844, 21 mars 1874, Jean Giordano, duc d'Oratino au gouverneur général.
-

RÉSUMÉS

À partir de la moitié du XIX^e siècle, Monaco se dote d'un réseau de représentations consulaires, en particulier sur le pourtour méditerranéen, plus rarement dans le nord de l'Europe et en Amérique. Le commerce monégasque étant quasi inexistant depuis la sécession de Menton et Roquebrune en 1848, les consuls de Monaco ont des fonctions différentes de celles qui sont traditionnellement attribuées à ce type d'agents. Véritables factotums, leur rôle peut couvrir des champs multiples. Étant donné la faiblesse des intérêts commerciaux et des activités de chancellerie, les candidats sont, pour la plupart, mus par des motivations d'ordre honorifique ou des espoirs d'évolution dans une forme de carrière.

Du règne du prince Honoré V à celui d'Albert I^{er} (1819-1922), cette étude analyse les raisons qui ont poussé de nombreux individus à présenter leur candidature au poste de consul d'un si petit pays à l'étranger.

Around the mid-nineteenth century, Monaco developed a network of consular representations, especially around the Mediterranean and more rarely in the North of Europe and in America. As Monaco's trade activities had become almost non-existent after the secession of Menton and Roquebrune in 1848, the functions of the Principality's consuls differed from those traditionally attributed to this type of agents. They acted as true factotums whose roles could cover multiple areas. Given the scarcity of business interests and chancery activities, most candidates were mostly motivated by honors or by the hope of career progression. From the reign of Prince Honoré V to that of Albert I (1819-1922), this study analyzes the reasons that led many individuals to apply for the post of consul of such a small country.

INDEX

Keywords : Principality, Monaco, honors, State distinctions, consuls, diplomacy, interest

Mots-clés : Principauté, Monaco, honorifique, décorations, consuls, diplomatie, intérêts

AUTEURS

JEAN-RÉMY BEZIAS

Jean-Rémy Bezias est docteur en histoire contemporaine, chercheur associé au CMMC (EA 1193), Université Côte d'Azur, et professeur de chaire supérieure en classes de Lettres 1^{re} et 2^e année au

lycée Masséna (Nice). Parmi ses publications, *Les relations internationales du milieu du XIX^e siècle à 1939* (Paris, éditions du Seuil, 1997, 96 p.) et *Georges Bidault et la politique étrangère de la France (Europe, États-Unis, Proche-Orient), 1944-1948* (Paris, L'Harmattan, 2006, 522 p.)

THOMAS BLANCHY

Thomas Blancy est titulaire d'un Master 2 en histoire contemporaine et d'un Master 2 en archivistique. Administrateur aux Archives et à la Bibliothèque du Palais princier de Monaco, il entame une thèse de doctorat sur la politique de souveraineté et la sociabilité de cour dans la principauté de Monaco, du printemps des peuples à la mort d'Albert I^{er} (Université de Paris IV-Sorbonne, sous la direction d'Éric Mension-Rigau).